



## Gestion des lycées par Valérie Pécresse : Obsession sécuritaire et austérité pour l'École publique

Cette rentrée, comme tous les ans, il n'y avait pas un prof devant chaque classe, mais il n'y avait même pas une classe pour chaque élève ! En effet, depuis plusieurs années, dans plusieurs départements, des centaines d'élèves se retrouvent sans classes en lycée à la rentrée. On peut noter des difficultés particulières dans les affectations des élèves en 2<sup>nd</sup> Bac Pro et en 1<sup>er</sup> STMG. Pour stocker les élèves sans solution, les rectorats utilisent tous les dispositifs possibles : 2<sup>nd</sup> « avenir », 2<sup>nd</sup> Prépa-Bac... Par manque de place, on propose même des redoublements à des élèves qui ont reçu des avis favorables au passage en conseil de classe. Les rectorats font le pari du décrochage scolaire pour offrir une place à chaque élève en assumant pratiquer le « surbooking » !

En effet, de trop nombreux lycées sont saturés et vétustes. La région se félicite de la livraison à cette rentrée du nouveau lycée de Vincennes (seule nouvelle construction de la région à cette rentrée, dont la livraison s'effectue avec 1 an de retard !) ! La région annonce 14 000 « places » livrées entre 2016 et 2024 : une moyenne de 218 places par département et par an. Par exemple, sur la même période, le département de l'Essonne a accueilli plus de 6 000 élèves supplémentaires, pour 2 800 places livrées. On voit l'indigence du « plan d'urgence régional » !

La CGT demande la transparence la plus totale sur le nombre d'élèves non affectés et leurs choix d'orientation. Pour éviter que cette situation ne se reproduise tous les ans, il est nécessaire d'ouvrir des classes dès la préparation de la rentrée 2025. Nous exigeons un réel plan d'urgence, qui ne soit pas qu'un plan de communication, avec la construction de lycées à taille humaine.

Lundi 16 septembre, la région présentait son budget et les grandes évolutions de sa politique régionale. Sur le budget, la présentation est d'une opacité scandaleuse. La région refuse de donner le détail de ses modalités de calcul (le barème est théoriquement le même que l'année dernière et sans écrêtement). La « dotation de solidarité » (qui théoriquement, doit compenser les inégalités sociales) est toujours calculée à l'intérieur de l'établissement selon différentes catégories et différents seuils, cela génère toujours une discrimination des publics les plus fragiles. On ne peut que faire le constat des évolutions entre les budgets des lycées en 2024 et les prévisions pour 2025 : malgré des effectifs de lycéens à la hausse, le budget sera à la baisse de plus de 200 000€. De plus, contrairement aux promesses du vice-président de la région, l'exécutif a ajouté depuis une mesure d'écrêtement des budgets de 46 lycées.

La région se désengage donc de ses obligations de financement mais veut en revanche s'attribuer des missions régaliennes ! La brigade régionale de sécurité va encore être renforcée, avec un objectif de 100 agents « formés à la prévention **et à l'intervention** en milieu scolaire ». D'une sécurisation des locaux, on évolue de plus en plus vers une police régionale des lycées... qu'on a pu voir au contact des jeunes mobilisés pendant des blocus lycéens.

L'éphémère ministre de l'Éducation Oudéa-Castéra avait eu le mérite de mettre en lumière l'importance des financements publics pour l'école privée. L'établissement Stanislas, visé par un rapport de l'inspection générale pointant des dérives sexistes ou homophobes, a empoché 1,5 millions d'euros de « bonus » en 8 ans. En Île-de-France, en 8 ans, Valérie Pécresse a multiplié par six le montant des versements au privé ! Pour la CGT, l'argent public doit permettre de financer l'école publique !

Montreuil, le 7 octobre 2024